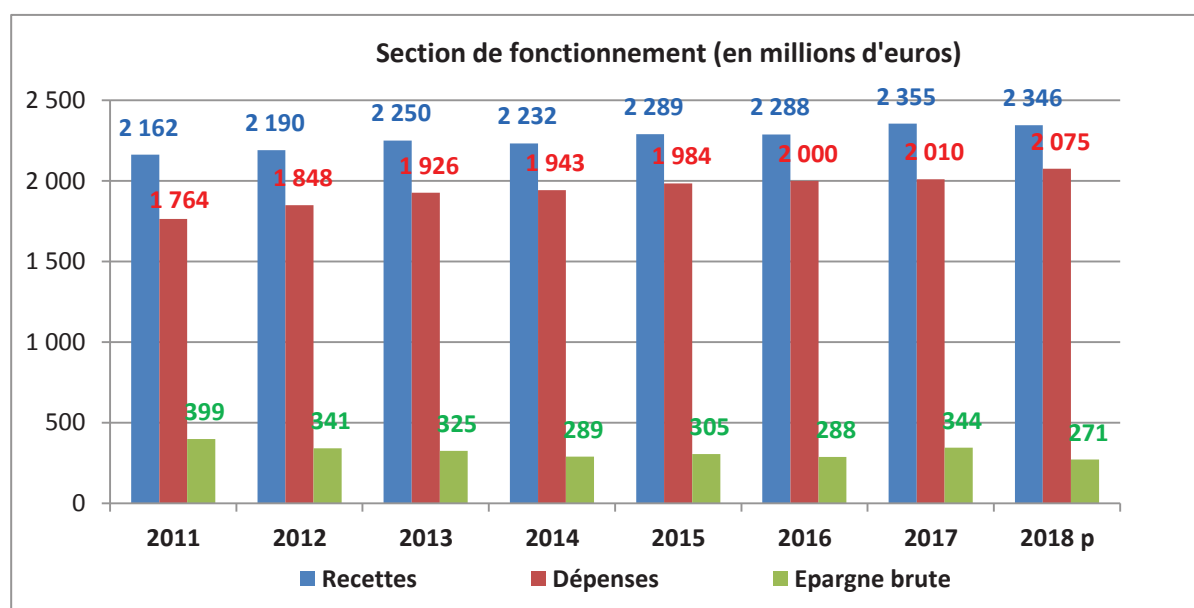


Annexe 1 : La situation financière du Département

La situation financière à fin 2017 est issue des analyses des comptes administratifs¹. En revanche, les données 2018 du Département sont décrites ci-dessous sur la base d'une projection des comptes.

- Le redressement de l'épargne

Jusqu'en 2014, l'épargne brute du Département tend à s'amenuiser pour atteindre moins de 290 M€. A partir de 2015, celle-ci se redresse progressivement sous les effets conjugués de la maîtrise des charges et de la progression des ressources de fiscalité indirecte. L'exercice 2016 reste atypique en raison de divers événements exceptionnels, notamment un retard d'encaissement de taxe sur les conventions d'assurances.



NB : hors cessions d'actif ; avec comptes financiers, exceptionnel et provisions ; p = prévision

En 2017, après correction de différents facteurs (reprises sur provisions, cessions, transferts de compétences), le taux de variation des produits a été de +3,2% (+72,7 M€). Ces dernières années, les recettes sont dynamisées par la hausse des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) (+19% / +64,6 M€ en 2017). La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) contribue elle aussi à ce résultat (+1,9% / +7 M€ en 2017). En revanche, la dotation globale de fonctionnement (DGF) régresse régulièrement depuis 2013 (-10,6% / -36,2 M€ en 2017 et -122 M€ entre 2013 et 2017). En comparaison, le taux d'évolution des charges (corrigé des dotations aux provisions et des transferts de compétences) aura été de +1,8%. Les dépenses de solidarité (1,3 milliards d'euros) augmentent de près de 2% (+1,8% pour les allocations individuelles de solidarité [AIS] avec 705,1 M€). Les allocations du revenu de solidarité active (RSA) (454,8 M€) sont exactement dans la moyenne (+0,6%). Les dépenses d'APA varient de +3,4% (160 M€) et la PCH de 5,5% (90,3 M€). Le secteur enfance représente 174,6 M€ (+4,2%). Les dépenses de personnel (339,8 M€) s'accroissent de 1,8%, soit exactement les effets des mesures nationales.

En section de fonctionnement, le taux de réalisation des dépenses, gage de la sincérité des prévisions, atteint 96% en 2017 et celui des recettes dépasse les 100%. En dépenses, ce chiffre s'explique par le fait que toutes les actions engagées ne sont pas réalisées en année n. A

¹ Base de travail logiciel REGARDDS de Ressources consultants finances.

contrario, pour les recettes, les prévisions sont effectuées de manière prudente en début d'année. Avec l'encaissement de recettes exceptionnelles, les inscriptions sont en général dépassées.

A fin 2017, le poste fiscalité indirecte (43,5% des produits totaux) s'affirme de plus en plus comme le poste majeur des recettes de fonctionnement. Toutefois, certains postes de cette rubrique, gelés depuis leur origine, ont davantage les caractéristiques d'une allocation compensatrice (TICPE, TSCA).

Recettes de fonctionnement - structure					
Libellés	2016	Structure	2017	Structure	Var. 2016 - 2017
Fiscalité indirecte	937 238,2	40,9%	1 029 933,1	43,5%	9,89%
Fiscalité directe	614 140,4	26,8%	617 842,3	26,1%	0,60%
Dotations et participations	589 741,8	25,7%	548 049,9	23,1%	-7,07%
Provisions	5 248,4	0,2%	30 223,2	1,3%	475,86%
Autres recettes	145 314,1	6,3%	144 284,8	6,1%	-0,71%
Total	2 291 682,9	100,0%	2 370 333,3	100,0%	3,43%
dont cessions	3 738,9	0,2%	15 663,6	0,7%	318,93%
Total hors cessions	2 287 944,0	99,8%	2 354 669,7	99,3%	2,92%
en milliers d'euros					

En ce qui concerne la structure des dépenses de fonctionnement à fin 2017, le tableau ci-dessous (classification fonctionnelle) fait clairement apparaître le rôle social du département. Il convient de préciser que les fonctions comptables officielles ne se limitent pas à l'activité « action sociale » strictement qui représente 1.284,7 M€ en 2017 hors transport des élèves handicapés (1.267,3 M€ en 2016). En effet, d'autres politiques (animation pour le bel âge, centres sociaux...) émargent sur les postes en question.

Dépenses de fonctionnement - structure					
Libellés	2016	Structure	2017	Structure	Var. 2016 - 2017
Personnel	333 759,2	16,7%	339 790,0	16,9%	1,81%
Services généraux	110 646,0	5,5%	115 931,2	5,8%	4,78%
Sécurité	75 767,3	3,8%	71 089,9	3,5%	-6,17%
Enseignement	48 073,3	2,4%	51 765,2	2,6%	7,68%
Culture et vie sociale	37 922,5	1,9%	39 282,6	2,0%	3,59%
Politiques sociales	1 266 111,3	63,3%	1 299 070,7	64,6%	2,60%
Réseaux - Infrastructures	9 972,3	0,5%	10 999,4	0,5%	10,30%
Aménagement - Enviro.	10 774,5	0,5%	10 702,2	0,5%	-0,67%
Transports	86 282,8	4,3%	55 069,8	2,7%	-36,18%
Développement	15 427,0	0,8%	12 477,1	0,6%	-19,12%
Provisions	5 537,1	0,3%	4 121,6	0,2%	-25,56%
Total	2 000 273,1	100,0%	2 010 299,6	100,0%	0,50%

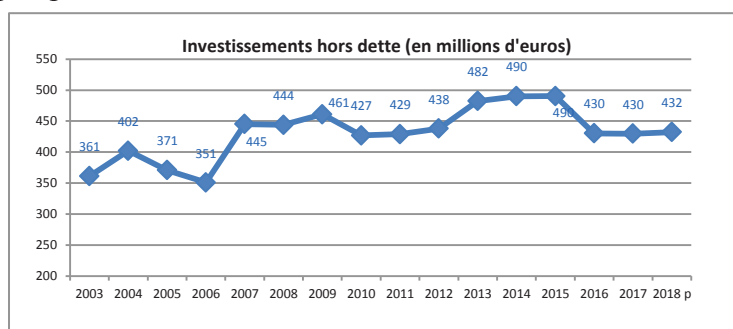
En 2018, le taux d'évolution corrigé (cessions, provisions, transferts) des recettes de fonctionnement devrait avoisiner les +2%. La croissance est portée cette année encore par le produit des DMTO. Pour les dépenses, après correction (provisions, atténuations de recettes, transferts), le taux de progression devrait être supérieur à 3%, soit environ +60 M€ de dépenses sur le périmètre considéré. Sous l'effet de dépenses contraintes (enfance, RSA, APA, PCH, emplois aidés...) ou en lien direct avec les décisions départementales (plan Charlemagne, carte collégiens...), l'augmentation des charges devrait essentiellement

concerner : l'action sociale (43%), les ressources humaines (19%), la jeunesse (14%) et l'éducation (10%).

Par conséquent, l'épargne brute 2018 devrait de nouveau passer sous la barre des 300 M€.

- La dynamique d'investissement

Sur la période 2015 – 2017, les dépenses d'investissement hors dette se sont élevées en moyenne à 450 M€, contre 453 M€ pour l'intervalle 2008 – 2014. Les perspectives pour 2018 sont évaluées à un peu plus de 430 M€.



Structurellement, les plus importants investissements concernent la fonction « Aménagement et environnement » qui comprend la politique d'aide aux communes. En moyenne, sur les 450 M€ investis annuellement, plus de 67% l'ont été sous forme de subventions à des tiers et un peu plus de 31% sous forme d'équipements directs. Les proportions devraient être du même ordre pour 2018.

Dépenses d'investissement hors dette					
Libellés	2016	Structure	2017	Structure	Var. 2016 - 2017
Services généraux	43 815,3	10,2%	26 929,7	6,3%	-38,54%
Sécurité	10 993,4	2,6%	14 196,6	3,3%	29,14%
Enseignement	70 925,7	16,5%	70 004,2	16,3%	-1,30%
Culture et vie sociale	4 627,8	1,1%	4 568,3	1,1%	-1,28%
Politiques sociales	12 214,3	2,8%	28 505,6	6,6%	133,38%
Réseaux - Infrastructures	88 622,4	20,6%	72 258,9	16,8%	-18,46%
Aménagement - Enviro.	170 983,1	39,7%	195 602,3	45,5%	14,40%
Transports	18 537,7	4,3%	8 353,1	1,9%	-54,94%
Développement	9 480,8	2,2%	9 226,7	2,1%	-2,68%
Total	430 200,4	100,0%	429 645,5	100,0%	-0,13%
en milliers d'euros					

Concernant les autorisations de programme (AP), l'encours s'élevait à 5.429,6 M€ après décision modificative n°1 pour 2018. Sur ce volume, le reste à inscrire au titre des exercices 2019 et plus ressortait à 1.776,7 M€, soit une durée de vie moyenne du stock de l'ordre de 4 ans. Pour mémoire, après décision modificative n°2, le flux 2018 aura été de 367,2 M€, soit l'objectif initial de 300 M€ plus une accélération au titre du plan mobilité.

Comme en témoigne le tableau suivant, les recettes d'investissement hors dette sont, quant à elles, surtout constituées de concours de l'Etat et de participations de tiers aux travaux départementaux.

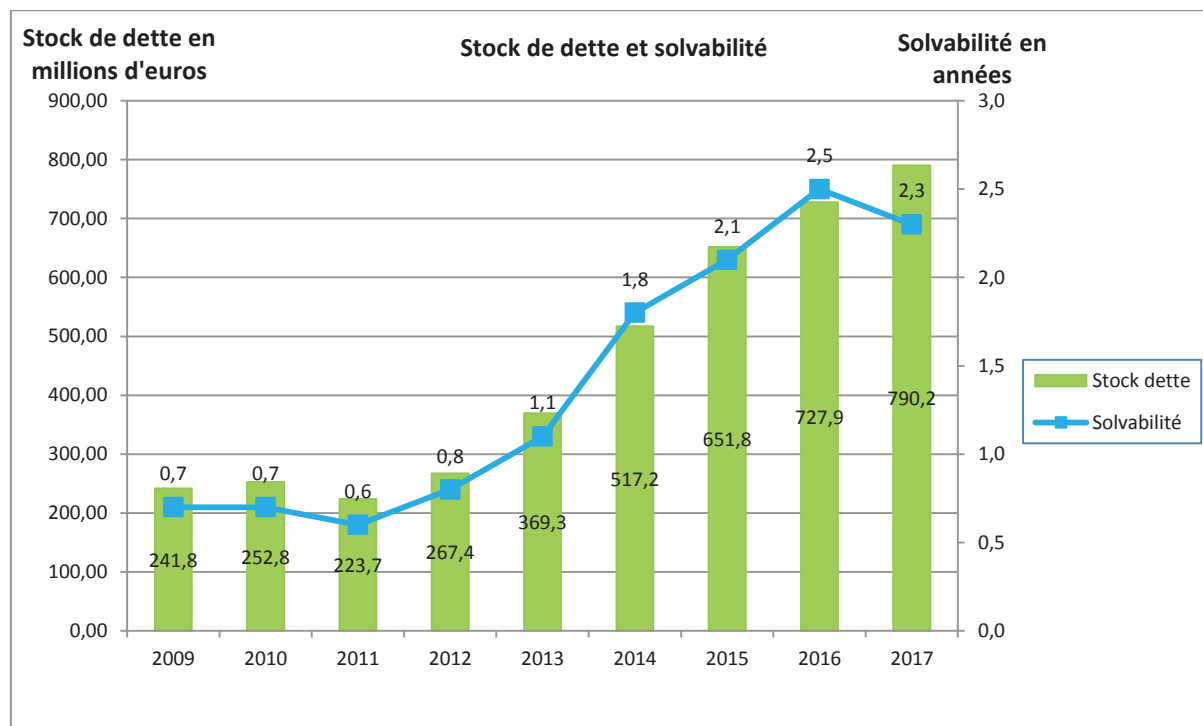
Recettes d'investissement hors dette					
Libellés	2016	Structure	2017	Structure	Var. 2016 - 2017
FCTVA	30 115,2	52,0%	23 048,5	52,4%	-23,47%
DDEC	7 919,1	13,7%	7 919,1	18,0%	0,00%
DGE	473,2	0,8%	685,8	1,6%	44,93%
Subventions reçues	3 484,1	6,0%	7 843,8	17,8%	125,13%
Autres recettes	15 944,3	27,5%	4 452,7	10,1%	-72,07%
Total	57 935,9	100,0%	43 949,9	100,0%	-24,14%

en milliers d'euros

- Les marges de manœuvre

Dans le domaine de la fiscalité, la seule marge de manœuvre existant réside dans le pouvoir de l'Assemblée de fixer le taux de la TFPB. Le Département a fait le choix de ne pas recourir à une hausse fiscale et entend maintenir sa position jusqu'à la fin de l'actuel mandat. Le taux de TFPB en vigueur actuellement est de 15,05%, pour une moyenne 2018 (métropolitaine hors Paris) de 17,42%. Le Département des Bouches-du-Rhône se positionne parmi les 20 départements dont le taux est le plus faible.

Au 31 décembre 2017, l'encours de dette s'élevait à 790,2 M€, soit 388 € par habitant, pour une moyenne nationale de l'ordre de 539 €². Le taux d'endettement était de 34,7% et le ratio de solvabilité de 2,3 ans, contre des moyennes nationales de 50% (source : Observatoire des finances et de la gestion publique locales, juin 2018) et 4,2 ans pour les départements hors CTU Guyane et Martinique (source : Observatoire des finances et de la gestion publique locales, juin 2018). Compte tenu des perspectives d'endettement 2018, le stock devrait avoisiner les 870 M€ en fin d'année et représenter environ 3 ans d'épargne brute.



² Départements de métropole (hors Paris) au 31/12/2016 [source : enquête La Banque postale, novembre 2017].